

affaires. J'ai en outre signé, avec le ministre Udovenko, un protocole d'entente en matière d'assistance technique qui représente notre contribution à la transition de l'Ukraine vers une société démocratique.

Notre but commun, à nous tous qui sommes réunis ici aujourd'hui, est de permettre la pleine intégration de l'Ukraine à l'économie mondiale. En dernière analyse toutefois, les principaux protagonistes de ce partenariat ne seront pas les gouvernements, mais bien les entrepreneurs du secteur privé et les gens d'affaires qui tisseront des liens économiques dont bénéficieront les deux pays. Puisque ce sont ces personnes qui permettront à l'Ukraine de matérialiser son potentiel et de devenir un acteur important sur la scène économique internationale, nous devons prendre les mesures qui s'imposent en vue de les aider.

Le rôle des gouvernements est d'établir le cadre dans lequel les investissements privés et le commerce pourront prospérer. C'est à cette tâche que s'est attaqué le président Koutchma avec la présentation, plus tôt en octobre, d'un programme exhaustif de réforme économique. Je crois m'exprimer au nom de tous les amis de l'Ukraine en félicitant le président Koutchma d'avoir fait ce premier pas très important sur la voie de la transformation et de la croissance de l'économie.

Le chemin ne sera pas sans embûches. Les réformes se heurteront à des mouvements d'opposition. Toutefois, il sera possible de tirer parti des expériences de réformes économiques entreprises dans d'autres pays de la région. Un engagement précoce et soutenu donne des résultats favorables sous forme de croissance économique interne, y compris du commerce et des investissements étrangers.

La communauté internationale est prête à soutenir les valeureux efforts de l'Ukraine. Cette dernière devra, au départ surtout, avoir accès à l'aide internationale pour assurer la viabilité de son programme de réforme. Notre partenariat avec l'Ukraine a pour principe de l'aider à devenir autonome. L'assistance que nous lui fournirons ne pourra être efficace que dans la mesure où le gouvernement ukrainien prendra les mesures nécessaires pour mettre en place un cadre favorable au développement d'une économie de marché.

Le président Koutchma s'est engagé de façon décisive sur la voie de la réforme en signant, au nom de son gouvernement, une entente avec le Fonds monétaire international [FMI]. Cette entente permettra à l'Ukraine de recevoir un montant initial du FMI. C'est avec plaisir que j'annonce que le Canada fournira à l'Ukraine, à l'appui de son programme de réforme, une somme de 34 millions de dollars pour le reste de l'année. Le gouvernement des États-Unis fera, pour sa part, une contribution de 70 millions de dollars américains, et d'autres gouvernements devraient également offrir des crédits ou, comme dans le cas de la Russie et du Turkménistan, retarder le paiement des sommes que leur doit l'Ukraine.